

BULLETIN BIMESTRIEL RÉGIONAL SUR LA VEILLE INFORMATIVE ET D'ALERTE SUR LES CONDITIONS DES MÉNAGES PASTORAUX ET AGROPASTORAUX



Novembre - Décembre 2025



+227 20 74 11 99



www.marooobe.com



BP 10 648 Niamey, Niger

Dispositif intégré de veille et d'alerte agropastorale en Afrique de l'Ouest

Le système de veille pastorale, mis en place par le Réseau Billital Maroobé (RBM) et Action Contre la Faim (ACF) avec l'appui des partenaires techniques et financiers (voir logos en dernière page), s'appuie sur l'optimisation des dispositifs existants de suivi et d'alerte.

Il intègre notamment la veille informative, la prévention des conflits, le comptage et la cartographie des mouvements de transhumance mis en œuvre par les organisations pastorales, grâce à un réseau d'informateurs clés déployé dans plusieurs pays.

Ces différents systèmes d'information permettent de produire périodiquement : (i) des alertes précoce en cas de catastrophes, de conflits ou de menaces ;(ii) des informations actualisées sur la situation des ménages pastoraux, la disponibilité des ressources naturelles (eau et pâturages), le fonctionnement des marchés et les appuis reçus par le secteur ;(iii) une cartographie des éleveurs et des troupeaux bloqués dans les pays du Sud de l'Afrique de l'Ouest en raison de mesures politiques restrictives ;(iv) l'identification des points de regroupement des troupeaux confrontés à des limitations de mobilité ;et (v) la cartographie des flux de transhumance le long du couloir central, afin de mieux comprendre la dynamique et les caractéristiques des déplacements internes et transfrontaliers.

ZONE DE COUVERTURE DES SYSTÈMES DE VEILLE PASTORALE

Le système de veille pastorale du Réseau Billital Maroobé (RBM) s'étend sur un vaste espace transfrontalier couvrant dix pays de la région sahélo-ouest africaine.

Il repose sur un maillage territorial animé par les organisations membres du RBM et leurs partenaires techniques locaux : le Mali (TASSAGHT), le Niger (AREN), le Burkina Faso (CRUS, RECOPA), le Sénégal (Antenne RBM-Sénégal), la Mauritanie (GNAP), le Togo (PAEP-Togo), le Bénin (ANOPER), le Nigeria (BILPAN), la Côte d'Ivoire (OPEN-CI) et le Ghana (GNACAF).

La mise en œuvre du dispositif s'appuie également sur la collaboration des services techniques du Mali, du Niger et du Burkina Faso, garantissant la fiabilité et la régularité des informations collectées sur le terrain.

FAITS SAILLANTS

- ⦿ ***Ressources pastorales et disponibilité en eau*** : La fin de la saison des pluies a entraîné une reprise partielle des ressources pastorales, avec une amélioration localisée de la disponibilité en eau et une régénération des pâturages. Grâce au maillage cartographique régional renforcé, ces évolutions sont désormais mieux identifiées par zones, révélant des disparités fortes entre les communes excédentaires et déficitaires.
- ⦿ ***État corporel du cheptel et santé animale*** : Le cheptel reste globalement dans un état passable, sans marge de sécurité. Les foyers de maladies animales signalés à Tchintabaraden, Madarounfa, Misséni et Doropo sont désormais cartographiés avec précision, ce qui facilite le ciblage des interventions vétérinaires. Ces foyers provoquent des mortalités et augmentent les risques sanitaires dans les zones affectées.
- ⦿ Flux de transhumance et mobilité : Les mouvements de transhumance se sont intensifiés, avec une descente massive des troupeaux et des concentrations d'éleveurs le long des corridors transfrontaliers. Des déplacements précoce ont été observés à



Balleyara et Tillia, tandis que plusieurs ménages pastoraux ont migré vers Madarounfa en raison du déficit en eau.

- ⦿ Sécurité économique et vols de bétail : La période a été marquée par une recrudescence des vols de bétail dans plusieurs zones. Le maillage cartographique a permis de localiser ces foyers d'insécurité et de mettre en évidence les corridors les plus vulnérables, fragilisant davantage la sécurité économique des ménages pastoraux.
- ⦿ Feux de brousse et pertes pastorales : Ces feux de brousse ont ravagé des milliers d'hectares de pâturages dans plusieurs localités du Niger (Tamaya, Abalak, Télémcès, Kao, Bermo, Tabatol, Ekinewan, Assagaygay, Intazian), du Mali (Gao, Ansongo, Misséni) et du Burkina Faso (Falangountou, Tin-Akoff, Markoye, Nassoumbou), entraînant des pertes pastorales majeures et des déplacements de ménages, désormais cartographiés pour orienter les actions de restauration.
- ⦿ Tensions agro-pastorales : Les conflits entre agriculteurs et éleveurs se sont multipliés, avec des dégâts champêtres nocturnes à Filingué (Niger), tandis que certains différends ont été résolus localement à Imbama/Balleyara (Niger) moyennant des amendes. Des tensions similaires ont été observées au Burkina Faso (Tin-Akoff, Markoye, Falangountou), au Mali (Gao, Ansongo), en Côte d'Ivoire (Bouna, Téhini) et au Ghana (Bawku, Garu), traduisant une pression croissante sur les ressources agro-pastorales dans les zones de retour de transhumance. Le renforcement du maillage cartographique du RBM permet désormais de géolocaliser précisément ces foyers de tension, et d'anticiper les risques
- ⦿ Marchés et pouvoir d'achat : Malgré quelques mesures locales de stabilisation, l'inflation des produits de première nécessité et des intrants continue de réduire le pouvoir d'achat des ménages. La légère hausse du prix des petits ruminants traduit une reprise de la demande, mais ne compense pas la vulnérabilité économique persistante. Les cartes de suivi des marchés (bétails) permettent désormais de visualiser les disparités régionales et d'orienter les appuis logistiques.



ALERTES DE LA PERIODE

Dans l'espace du Sahel Central, les alertes pastorales se sont intensifiées entre novembre et décembre 2025, avec 125 cas au Niger, 99 au Mali et 90 au Burkina Faso, traduisant une forte pression sur les ressources pastorales et les équilibres agropastoraux. Ces régions, traversées par des couloirs de transhumance majeurs, font face à une saturation des parcours, à des conflits d'usage récurrents et à une mobilité entravée par plusieurs incidents. Les zones de forte fréquence d'alerte, représentées en rouge vif sur la carte, coïncident avec les axes de concentration du cheptel et les interfaces agricoles, où les frictions entre éleveurs et agriculteurs atteignent des niveaux préoccupants par endroit.

Dans les pays côtiers comme la Côte d'Ivoire (80 alertes) et le Ghana (68 alertes), les tensions sont moins nombreuses mais persistent autour des points d'eau et des zones de repli pastoral. Ces territoires, souvent considérés comme des zones d'accueil en fin de transhumance, subissent une pression croissante liée aux mouvements transfrontaliers et à la compétition pour les ressources pastorales. Les conflits autour des mares, des jachères et des périmètres irrigués s'intensifient à mesure que les troupeaux descendent (novembre-janvier), rendant la cohabitation plus difficile et exposant les bergers à des risques de rejet ou de marginalisation.

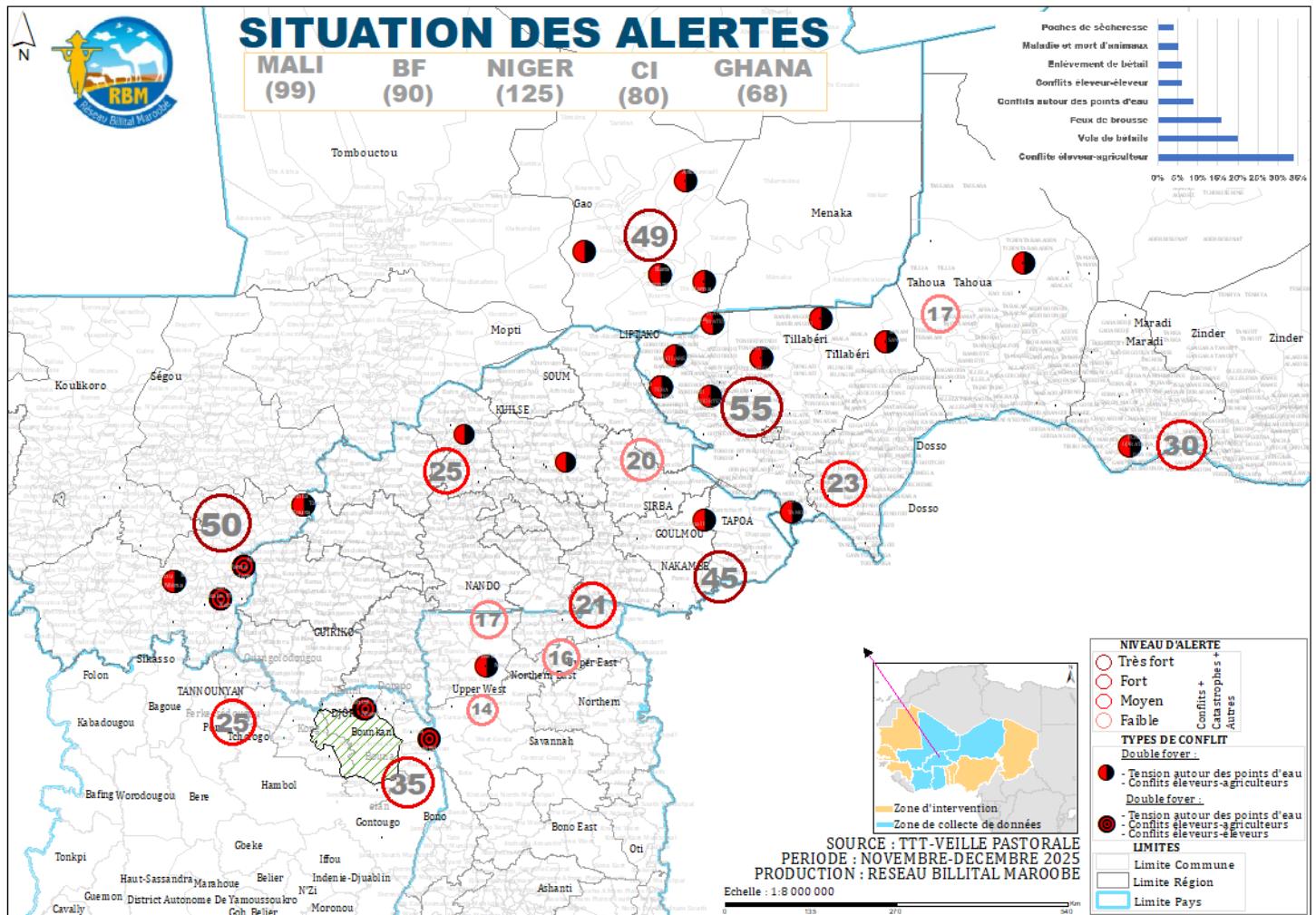


Le graphique des taux de survenance à l'intérieur de la carte confirme que les conflits éleveurs-agriculteurs sont les plus fréquents (près de 40%), suivis des vols de bétail et des feux de brousse. Les poches de sécheresse, les maladies animales et les enlèvements de bétail restent moins fréquents mais constituent des signaux d'alerte à ne pas négliger. Cette typologie révèle une crise d'accès aux ressources plus qu'une crise de disponibilité brute : même là où l'eau et le pâturage existent, la concentration animale, la dégradation des couloirs et les tensions intercommunautaires rendent l'exploitation difficile. Il devient urgent de renforcer les mécanismes de médiation, de veille communautaire et de sécurisation des parcours pour préserver la résilience pastorale régionale.

L'analyse des alertes dans les cinq pays suivis montre que les zones sahéliennes (Niger, Mali, Burkina Faso) concentrent la majorité des incidents, avec une forte pression sur les couloirs de transhumance et les interfaces agricoles. Les pays côtiers (Côte d'Ivoire, Ghana) enregistrent moins de cas, mais restent exposés aux tensions liées aux mouvements transfrontaliers et à la compétition pour l'eau et les terres. Les conflits éleveurs-agriculteurs dominent largement,



suivis des vols de bétail et des feux de brousse, confirmant que la crise est avant tout une crise d'accès et de partage des ressources.



Carte n°1 : Situation des alertes.

Ces alertes traduisent une fragilité structurelle des systèmes pastoraux, où les tensions et incidents sont directement liés à la disponibilité et à l'usage des ressources naturelles. Pour comprendre pleinement les dynamiques en cours, il est essentiel d'examiner maintenant l'indicateur de disponibilité des ressources pastorales (pâturages, SPAI). Cet indicateur permettra de mesurer la capacité réelle des ménages à nourrir et abreuver leurs troupeaux, et d'anticiper les zones de stress ou de résilience dans les mois à venir.



DISPONIBILITE EN PÂTURAGES & ALIMENT DU BETAIL (SPAI)

➤ Disponibilité en pâturages et SPAI

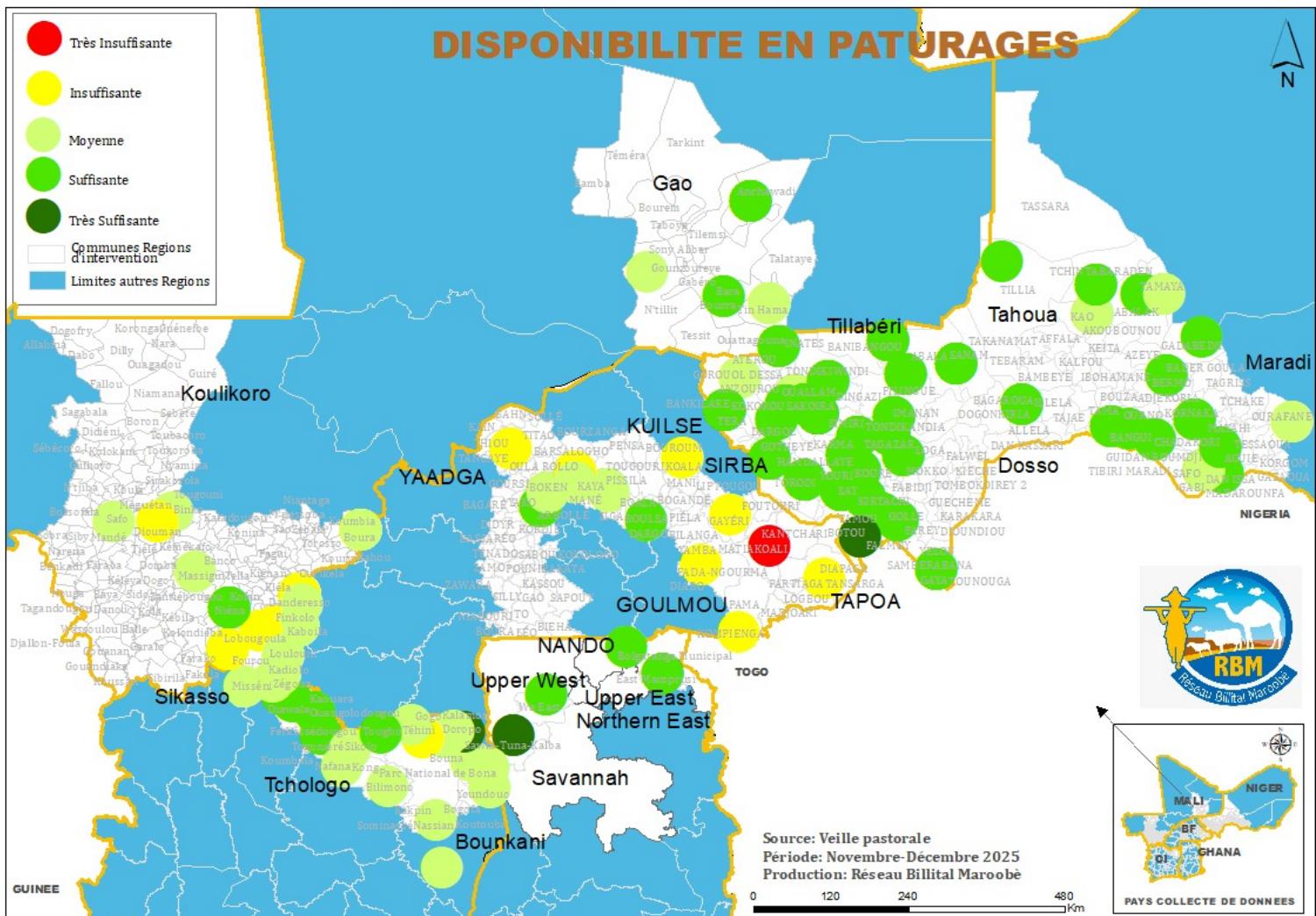
® État des lieux et évolution récente des pâturages :

La carte révèle une hétérogénéité marquée dans la disponibilité des pâturages à travers les cinq pays suivis. Les zones en vert foncé (très suffisante) et vert clair (suffisante) se concentrent principalement dans les régions du sud du Mali (Sikasso), du sud-est du Burkina Faso (Tapoa, Kompienga), du nord de la Côte d'Ivoire (Tchologo, Bounkani) et dans certaines zones du Ghana (Savannah, Upper East). Ces espaces bénéficient d'une bonne régénération herbacée grâce à la poursuite des pluies, offrant aux troupeaux une couverture fourragère abondante et diversifiée.

À l'inverse, les zones en rouge (très insuffisante) et jaune (insuffisante) sont localisées dans les régions sahéliennes comme Gao (Mali), Tillabéri et Tahoua (Niger), et certaines poches du nord-est du Burkina Faso. Ces territoires subissent une pression pastorale accrue, une saturation des parcours et une régénération végétale limitée. Les troupeaux y sont contraints de se regrouper autour de poches résiduelles, ce qui augmente les risques de surpâturage, de conflits d'usage et de maladies animales.

Enfin, les zones en vert pâle (disponibilité moyenne) traduisent une situation intermédiaire, souvent observée dans les zones de transit comme Koulikoro (Mali) ou Dosso (Niger). Ces espaces offrent une couverture partielle mais subissent une forte fréquentation liée aux mouvements de préparation à la transhumance (descente). La disponibilité y est suffisante pour le stationnement temporaire, mais fragile face à une arrivée massive de troupeaux.





Carte n°2 : Disponibilité en pâtures.

® *État des lieux et évolution récente du SPAI :*

Carte n°2 : Disponibilité en pâtures.

La cartographie des pénuries d'aliments SPAI révèle une dispersion des points de rupture dans l'approvisionnement pastoral. Des communes stratégiques comme Tin Hama, N'Tillit, Anchawadj et Ansongo (région de Gao, Mali), Boura, Farakala, Loulouni (région de Sikasso), ou encore Banibangou, Bankilaré, Sinder, Tamou, Tondikwindi (Tillabéri, Niger) sont directement touchées par la pénurie. Ces zones ne sont pas anodines : elles se situent sur des axes de transhumance majeurs, des zones de concentration animale, ou des espaces de repli pastoral, ce qui rend la pénurie d'autant plus critique.

L'absence ou la rareté de SPAI dans ces localités entraîne une double vulnérabilité : d'une part, les animaux ne reçoivent pas les compléments nécessaires pour maintenir leur ébonpoint en fin de saison pluvieuse ; d'autre part, les éleveurs perdent leur levier d'adaptation face à la dégradation des pâturages. Cette situation accentue les risques de vente précipitée de bétail, de mortalité animale, et de tensions intercommunautaires autour des ressources restantes.



Au-delà des chiffres, cette pénurie traduit une fragilité logistique et institutionnelle dans la chaîne d'approvisionnement pastoral. Elle interroge la capacité des dispositifs de veille à anticiper les besoins, à positionner les stocks et à mobiliser les relais communautaires. Dans un contexte de mobilité contrainte, d'insécurité et de saturation des parcours, le SPAI devient un vecteur de résilience autant qu'un indicateur de rupture.



➤ Évolution de la disponibilité en pâturages

⑧ Comparaison entre les deux périodes :

Entre les deux périodes, on observe une régression nette des zones en vert foncé (très suffisante) et vert clair intense (suffisante), au profit d'une prolifération des zones en vert pâle (disponibilité moyenne). Cette transition est particulièrement visible dans les régions de Koulikoro, Sikasso, Dosso, Tapoa, et certaines communes du nord de la Côte d'Ivoire.

Alors que 43% des zones étaient jugées très suffisantes en septembre-octobre, cette proportion diminue fortement en novembre-décembre (6%), laissant place à une majorité de zones moyennes. Cela traduit une baisse progressive de la qualité et de la densité du couvert végétal, liée à la fin des pluies et au début de la saison sèche.

⑧ Explication pastorale de la tendance

Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs :

- **Fin de la saison des pluies** : les précipitations cessent, les repousses ralentissent, et les pâturages commencent à s'assécher.
- **Concentration animale accrue** : les troupeaux se regroupent autour des zones encore fonctionnelles, ce qui accélère le surpâturage et la dégradation des parcours.
- **Marche vers la descente (retour de transhumance)** : les flux de retour vers les terroirs d'attache saturent les zones de transit, notamment à Koulikoro et Sikasso.
- **Pénuries de SPAI persistantes** : malgré les alertes, plusieurs communes n'ont pas été ravitaillées, ce qui limite la compensation alimentaire et accentue le stress fourrager.

⑧ Enjeux et implications

La disparition des zones très favorables indique que le pic pastoral est passé, et que les éleveurs entrent dans une phase de vigilance accrue. Les zones moyennes, bien qu'encore exploitables, sont fragiles et peuvent basculer rapidement en insuffisance si la pression n'est pas régulée.



Cette tendance appelle à une gestion concertée des parcours, à une distribution ciblée de SPAI, et à une anticipation des mouvements de transhumance pour éviter les conflits et préserver les ressources restantes.

➤ **Pression pastorale et réorganisation des mouvements**

La détérioration progressive des pâturages, observée entre septembre et décembre 2025, entraîne une restructuration forcée des dynamiques de concentration et de mobilité animale. Dans les zones où les ressources fourragères deviennent moyennes ou insuffisantes, les troupeaux se regroupent autour des poches résiduelles encore fonctionnelles, souvent proches des points d'eau ou des périmètres agricoles. Cette concentration augmente les risques de surpâturage, de conflits d'usage et de contamination sanitaire, notamment dans les zones de Maradi, Zinder, Sikasso, Koulakoro et Gao.

Face à cette pression, les éleveurs adaptent leurs stratégies : certains amorcent une descente précoce en transhumance, d'autres optent pour des déplacements latéraux entre mares et jachères, tandis que les plus vulnérables réduisent la mobilité pour préserver l'état corporel des animaux. Ces ajustements traduisent une mobilité contrainte, dictée non plus par la saison mais par la rareté des ressources pastorales et les risques liés au pastoralisme surtout dans un contexte Sahélien en proie à de nombreux phénomènes dont les conflits, les braquages et pertes d'animaux, les éleveurs et leurs bétails bloqués de l'autre côté des frontières.

CONCENTRATION & MOUVEMENTS DES ANIMAUX, DISPONIBILITE DES EAUX SOUTERAINES

➤ **Situation générale**

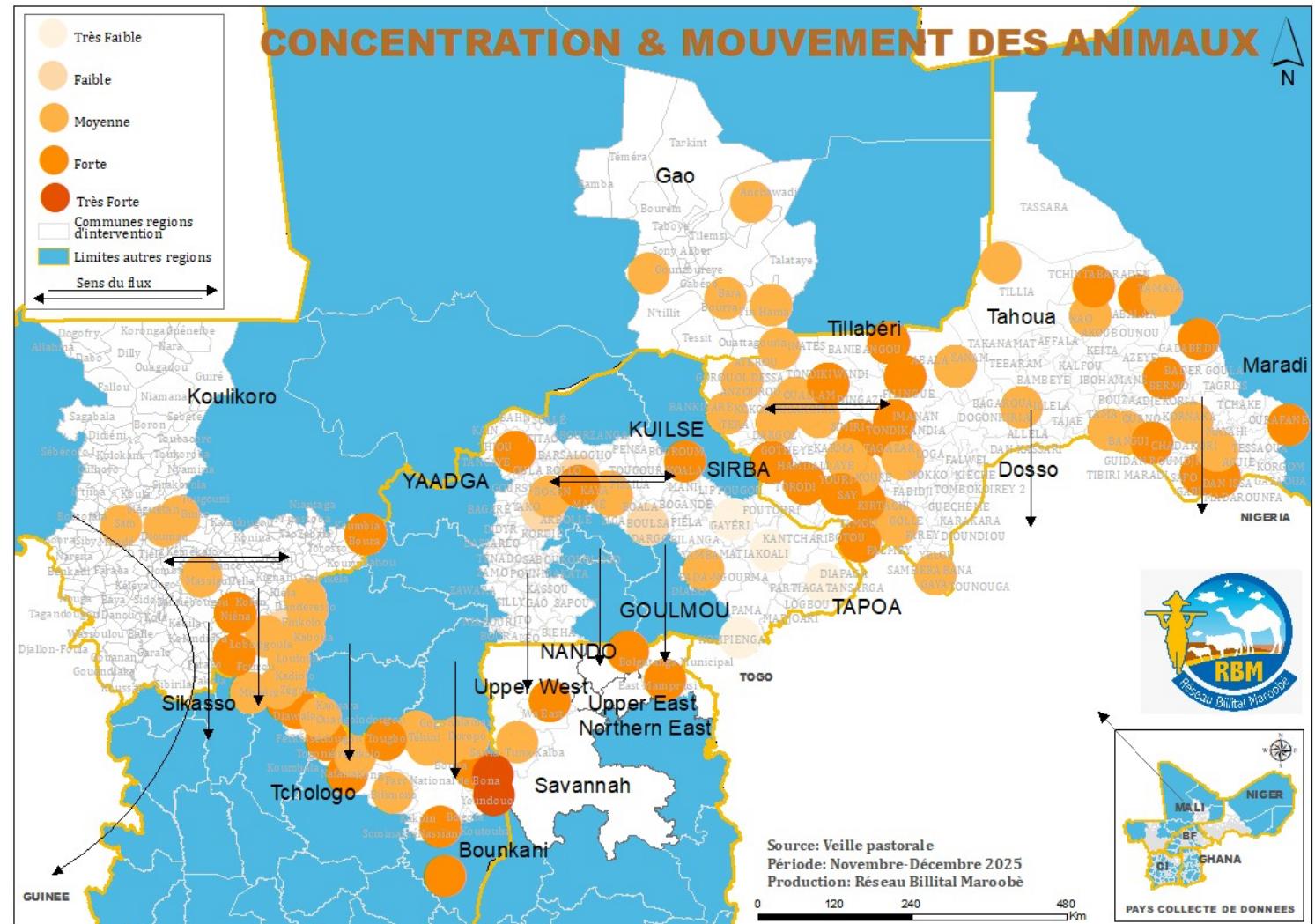
Pendant la période de novembre-décembre 2025, les troupeaux ont commencé à se disperser après les fortes concentrations observées en septembre-octobre. Dans les zones comme Sikasso, Koulakoro, Tapoa, Tillabéri et Tchologo, où il y avait beaucoup d'animaux, on note maintenant une concentration moyenne à forte, signe que les éleveurs préparent la descente en transhumance ou cherchent des zones moins saturées.

Les flèches sur la carte montrent que les animaux se déplacent vers les zones d'accueil dans les pays côtiers (Côte d'Ivoire, Ghana), ou font des petits déplacements locaux pour éviter les conflits et trouver de l'eau et l'herbe fraîche. Des localités comme Gao, Dosso, Tapoa et Bounkani servent de points de passage ou de repos, où les troupeaux s'arrêtent avant de continuer leur route.

Ces mouvements sont influencés par plusieurs facteurs : la fin des pluies, la baisse de qualité des pâturages, les pénuries d'aliments SPAI, et les risques de maladies. Les éleveurs adaptent leurs trajets pour protéger leurs animaux, éviter les zones trop fréquentées, et maintenir l'état



corporel du bétail. Mais ces regroupements peuvent aussi créer des tensions entre communautés, surtout là où les ressources sont limitées.



Carte n°3 : Concentration des animaux et mouvements du bétail.

➤ Évolution comparative des concentrations animales

La période novembre-décembre 2025 se caractérise par une répartition de plus en plus dispersée de la concentration animale, traduisant une descente progressive des transhumants vers les terroirs favorables.

Cette dynamique est soutenue par la fin de la saison des pluies, ayant permis une bonne régénération des pâturages et une disponibilité encore suffisante en eau, surtout dans les zones à vocation pastorale.

Période	Zones de forte et très forte concentration	Zones de moyenne concentration	Zones de faible et très faible concentration
Juillet-août 2025	16 à 28% des sites (Sikasso, Tahoua, Tillabéri)	12 à 32% des sites	25 à 37%
Septembre-octobre 2025	Environ 15-30% des sites (Sahel central sauf le Burkina, transit)	32-50% des sites	15 à 20% des sites (Nord Niger)



	achevé, les transhumants stabilisés dans leurs zones)		
Novembre-décembre	Environ 10-20 % des sites	50 à 60% des sites	5 à 10% des sites

On observe une transition progressive : d'un regroupement massif entre juillet-août et septembre-octobre vers une dispersion plus homogène en novembre-décembre. Les troupeaux se répartissent davantage sur les parcours, réduisant les risques de surpâturage liés aux fortes densités, mais augmentant la pression dans les zones de moyenne concentration. Cette évolution traduit une phase de stabilisation pastorale, où les animaux cherchent à équilibrer l'accès aux ressources avant la descente en transhumance vers les pays côtiers.

Cette évolution des concentrations annonce directement la mobilité pastorale, car la dispersion des troupeaux et la baisse des fortes densités ouvrent la voie aux mouvements de transhumance, que nous allons analyser dans la prochaine session.

➤ Mobilité pastorale en période post-pluviale (novembre-décembre 2025)

⑧ Phase de stabilisation dans le Sahel central

Après leur remontée depuis les pays côtiers du Golfe de Guinée (Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria ; Togo, Bénin) entre mai et août, les transhumants sahéliens (Mali, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Sénégal) se sont réinstallés dans leurs terroirs d'attache durant la période de septembre-octobre. Cette stabilisation est favorisée par :

- une bonne régénération des pâturages grâce aux pluies,
- une disponibilité encore satisfaisante des points d'eau dans plusieurs zones agro-sylvopastorales.

Cette période correspond à une phase de repos relatif, où les animaux profitent des ressources locales et où les éleveurs réduisent les grands déplacements pour consolider l'état corporel du bétail.

⑧ Amorçage de la descente vers le Sud

À partir de novembre-décembre, les éleveurs ; d'après les relais, ont commencé à préparer la descente en transhumance vers les pays côtiers, à la recherche de conditions pastorales plus favorables. Ce mouvement est dicté par :

- la fin des pluies et l'assèchement progressif des pâturages,
- la saturation des parcours dans certaines zones de transit,
- la nécessité de trouver des espaces de repli où l'eau et le fourrage restent disponibles.

Les flux se dirigent principalement vers le nord de la Côte d'Ivoire (Tchologo, Bounkani) et le nord du Ghana (Savannah, Upper East, Upper West ; Northern East), une partie des zones traditionnellement utilisées comme espaces d'accueil.

⑧ Contraintes et difficultés rencontrées

Cette mobilité pastorale s'accompagne de nombreux défis :

- **Conflits d'usage** : les déplacements précoces ou tardifs provoquent des frictions avec les agriculteurs, surtout autour des champs récoltés et des périmètres irrigués.
- **Dégâts agricoles** : les animaux causent parfois des pertes sur les cultures, accentuant les tensions intercommunautaires.



- **Insécurité** : vols de bétail, enlèvements et attaques perturbent les trajets et fragilisent les ménages.
- **Pression sanitaire** : les regroupements de troupeaux favorisent la propagation des maladies animales (PPR, fièvre aphteuse, charbon bactérien).

La période post-pluviale marque une transition critique : après une stabilisation relative dans le Sahel central, les troupeaux amorcent leur descente vers les pays côtiers. Cette mobilité est vitale pour la survie des systèmes pastoraux, mais elle reste exposée à de fortes contraintes sécuritaires, sociales et environnementales.

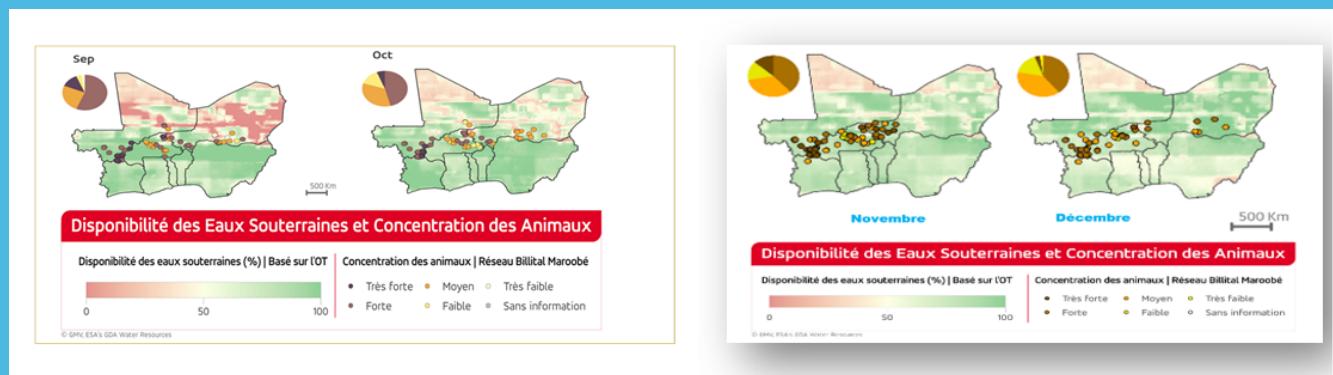


La dynamique des concentrations et des mouvements pastoraux montre clairement que la pression sur les parcours et les points d'eau de surface devient déterminante ; il est donc essentiel d'examiner à présent l'indicateur de disponibilité en eau souterraine, ressource stratégique pour soutenir la mobilité et la résilience des troupeaux en saison sèche au niveau national pour la transhumance interne et au Sud pour la transhumance transfrontalière.



SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES GRACE AUX DONNEES SPATIALES :

Étude facilitée par le FIDA et financée par l'Agence Spatiale Européenne dans le cadre du programme Global Development Assistance - GDA)



♦ Novembre 2025 : recharge progressive des nappes

Les données satellitaires révèlent une amélioration visible de la disponibilité en eaux souterraines dans plusieurs zones du Sahel central. Les teintes marron et beige, dominantes en septembre, commencent à reculer au profit de nuances vertes, notamment dans le centre du Niger, le nord du Nigeria et certaines poches du sud du Mali. Cette évolution traduit une recharge progressive des nappes phréatiques, favorisée par les pluies de fin de saison. Les troupeaux, encore concentrés autour des points d'eau résiduels, bénéficient d'un accès élargi aux ressources hydriques, ce qui permet une répartition plus équilibrée sur les parcours.

♦ Décembre 2025 : intensification de la recharge et élargissement des zones vertes

En décembre, la carte montre une intensification nette des teintes vertes, signe d'une recharge plus homogène et plus profonde des aquifères. Les zones historiquement critiques du nord du Mali, de l'est du Burkina Faso et du centre du Niger affichent une résilience accrue, avec une disponibilité en eau souterraine dépassant les 60 à 80 %. Cette recharge permet aux éleveurs de maintenir leurs troupeaux dans des zones intermédiaires plus longtemps, retardant certaines descentes transhumantes et réduisant la pression sur les points d'eau de surface.

♦ Interprétation

La transition du marron vers le vert entre novembre et décembre illustre une amélioration continue de la recharge hydrique, avec une extension des zones favorables à l'abreuvement. Comparée à la période septembre-octobre, cette phase marque une résilience hydrique renforcée, particulièrement au Niger, au Nigeria et au Mali, où les nappes se remplissent davantage.

Cette dynamique offre une fenêtre d'opportunité pour la gestion pastorale, en permettant une mobilité plus souple, une réduction des conflits d'usage, et une meilleure performance zootechnique des troupeaux.

♦ Utilité stratégique du projet

Ce projet sert à suivre et analyser la disponibilité des eaux souterraines grâce aux données spatiales, afin d'appuyer la gestion pastorale et renforcer la résilience des éleveurs face aux variations climatiques. Il permet également de géolocaliser les zones favorables pour l'implantation de projets d'adduction d'eau potable et d'orienter les éleveurs vers les espaces les plus adaptés pour l'abreuvement et la mobilité de leurs troupeaux.



DISPONIBILITE EN EAU DE SURFACE & SANTE DES RUMINANTS

➤ Analyse de la disponibilité en eau

® Etat des lieux

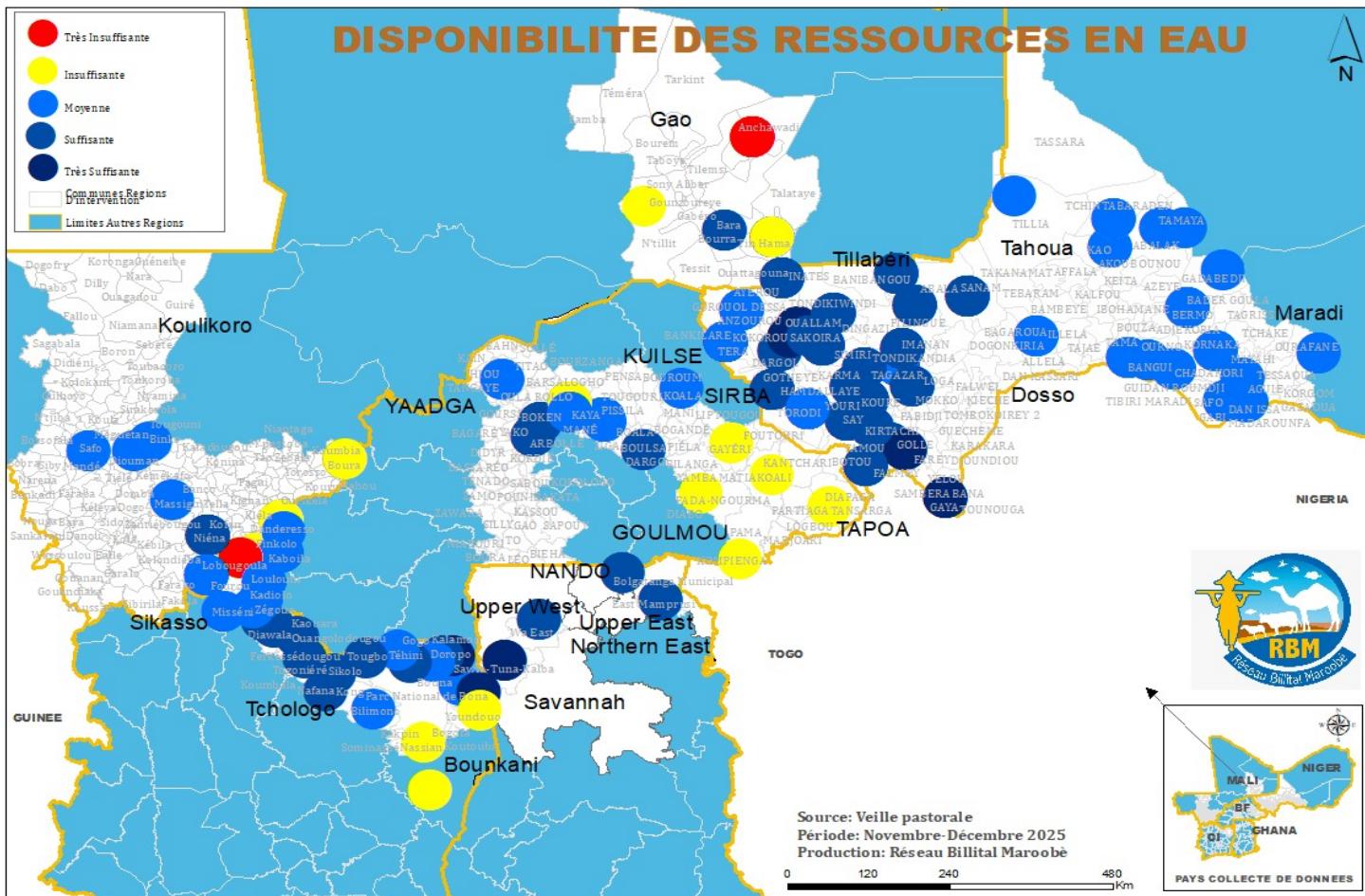
La carte révèle une amélioration significative de la disponibilité en eau, avec une progression nette des zones en bleu foncé et noir, traduisant des appréciations suffisantes à très suffisantes des ressources hydriques souterraines et de surface. Cette tendance est particulièrement marquée dans :

- le centre et le Sud-Ouest du Niger,
- le nord du Ghana,
- certaines poches du Mali (Koulikoro, Sikasso),
- l'ouest du Burkina Faso
- et les zones frontalières du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire (Tchologo).

Ces zones apparaissent comme des espaces hydriques stratégiques, capables de soutenir les besoins en abreuvement des troupeaux en période de transition vers la saison sèche.

À l'inverse, quelques communes du nord du Mali (Gao) ; Nord de la Côte d'Ivoire (Bounkani), de l'est du Burkina Faso (Tapoa, Kompienga) et quelques poches à Sikasso restent marquées par des cercles rouges et jaunes, indiquant une disponibilité très insuffisante à insuffisante. Ces zones présentent un risque élevé de saturation des points d'eau, de conflits d'usage, et de mobilité forcée des troupeaux vers des zones plus favorables.





Carte n°4 : Disponibilité des ressources en eau.

® Lecture pastorale

La progression du bleu vers le noir sur la carte traduit une recharge continue des nappes, probablement liée aux effets cumulés des pluies de fin de saison et à une meilleure infiltration dans les sols. Cela permet :

- une répartition plus équilibrée des troupeaux,
- une réduction des tensions autour des points d'eau,
- et une meilleure résilience des systèmes pastoraux.

Ces données sont essentielles pour orienter les éleveurs vers les zones les plus favorables, planifier les projets d'adduction d'eau potable, et anticiper les besoins logistiques en saison sèche.

➤ Utilisation des sources d'eau

La figure met en évidence une forte dépendance des systèmes pastoraux aux mares et aux retenues naturelles, qui représentent 51% des infrastructures fonctionnelles. Ces mares jouent un rôle central dans l'abreuvement des troupeaux, notamment en saison pluviale et en début de saison sèche, car elles sont accessibles, peu coûteuses et bien réparties dans les zones de transhumance.

Les rivières et barrages arrivent en deuxième position avec 30%, traduisant leur importance dans les zones agro-sylvo-pastorales et les communes traversées par des cours d'eau permanents. Ces infrastructures offrent une capacité de stockage plus durable, mais sont souvent soumises à des conflits d'usage avec les agriculteurs et les populations riveraines.

Les offices nationaux (10%) et les puits (5%) restent des solutions complémentaires, souvent concentrées dans les zones d'attache ou les périmètres aménagés. Leur faible part dans l'ensemble des infrastructures fonctionnelles souligne les limites de l'investissement public et communautaire dans les ouvrages pérennes.

Enfin, les forages et les autres sources (catégorie "Autre") sont très peu représentés, ce qui interpelle sur la faible couverture en eau souterraine exploitée, malgré les progrès observés dans la recharge des nappes.

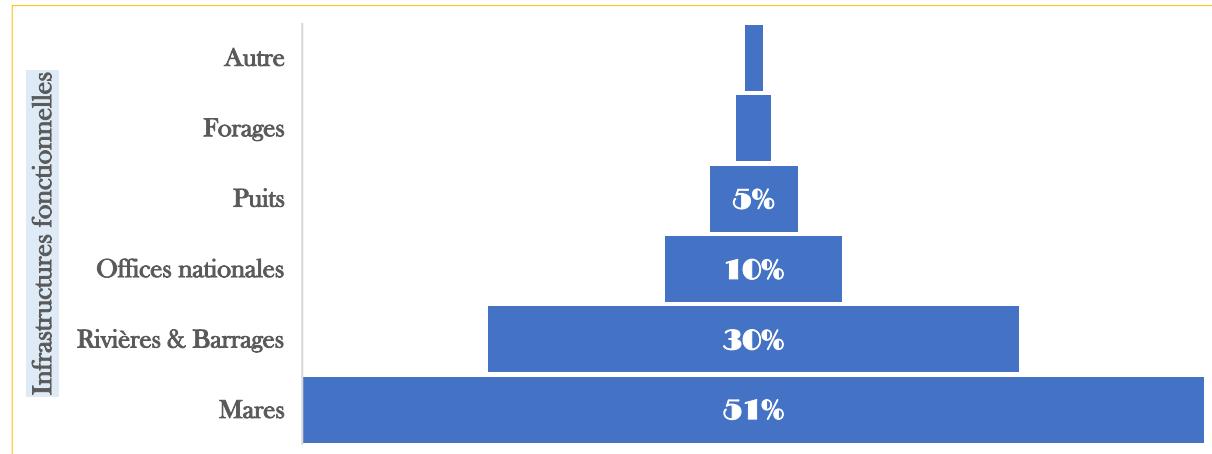


Figure n°1 : Taux d'utilisation des sources d'eau de surface fonctionnelles.

➤ Tensions autour des points d'eau (17% des communes)

La carte suivante met en évidence une polarisation territoriale entre les zones en bleu (absence de tension) et celles en rouge (présence de tension), traduisant les frictions croissantes liées à l'accès à l'eau dans les espaces pastoraux.

Les cercles rouges se concentrent dans des communes stratégiques de transit et de concentration animale, notamment :

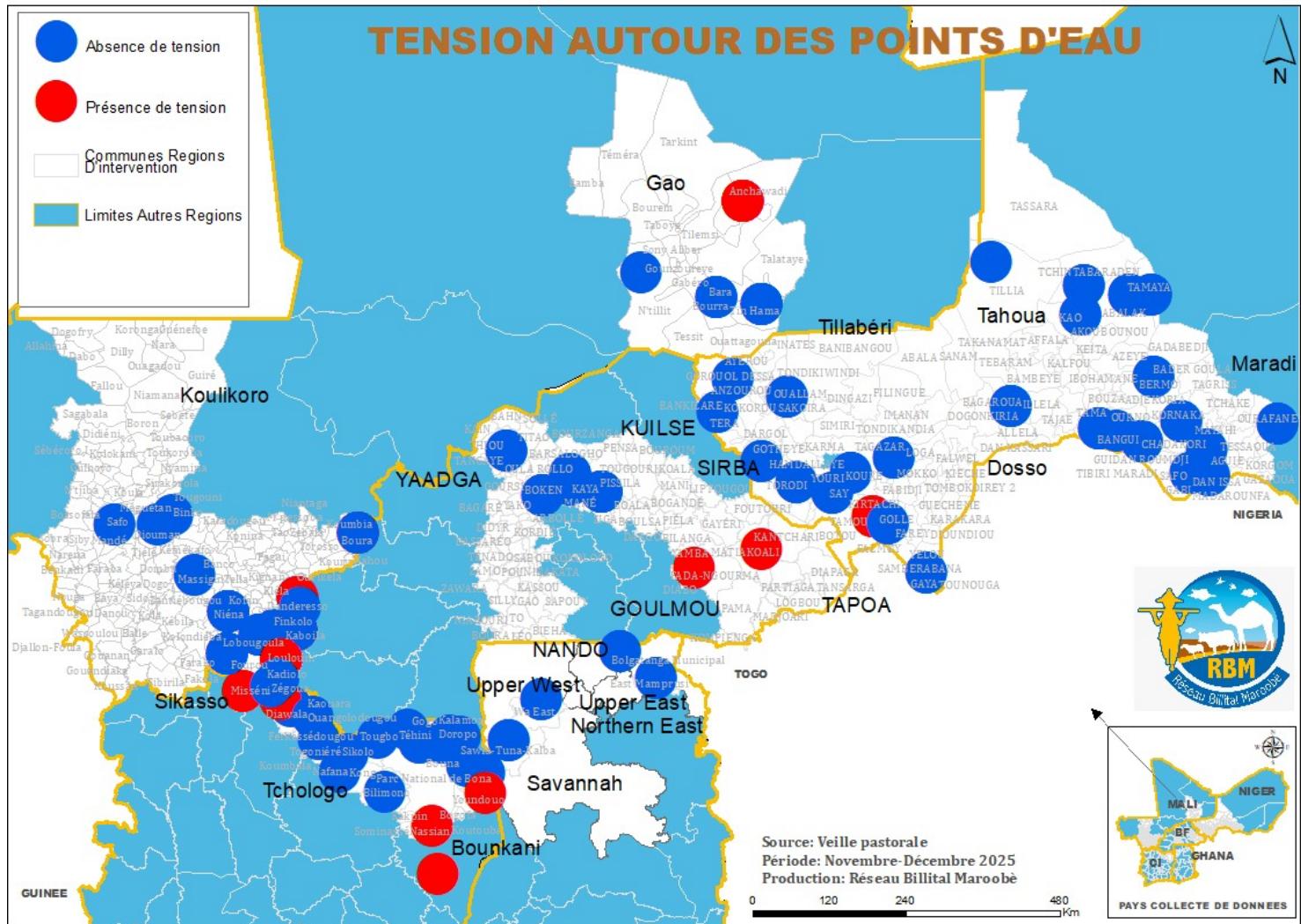
- Gao, Tillabéri, Tapoa, Koulikoro, Tchologo, Bounkani,
- ainsi que certaines zones frontalières du nord du Ghana et du sud du Burkina Faso.

Les causes de ces tensions furent souvent :

- la saturation des points d'eau par les troupeaux en déplacement,
- les conflits d'usage entre éleveurs et agriculteurs,
- la fragilité des infrastructures hydriques, notamment les mares et les puits peu profonds,
- et les retards dans la descente transhumante, qui prolongent la cohabitation dans des zones déjà sous pression.

Les cercles bleus, plus dispersés, indiquent des espaces de moindre pression, souvent situés dans des zones à bonne recharge hydrique ou à faible densité animale. Ces communes bénéficient d'une meilleure organisation locale, d'une répartition plus équilibrée des troupeaux, ou de sources d'eau plus diversifiées (rivières, barrages, forages). Ce sont aussi les zones où les relais du RBM n'ont pas pu enregistrer des cas de tensions autour des points d'eau





Carte n°5 : Tension autour des points d'eau.

➤ Évolution des tensions autour des points d'eau

L'analyse comparée des cartes de veille pastorale met en lumière une reconfiguration progressive des foyers de tension hydrique. Les paysages pastoraux du Sahel central et des pays côtiers ne sont pas figés : ils évoluent au rythme des saisons, des déplacements des troupeaux et des disponibilités en eau.

® Zones en amélioration : des foyers apaisés

Dans plusieurs zones historiquement sensibles, les cercles rouges ont disparu, laissant place à une situation plus calme.

- Au centre et à l'ouest du Niger (Banibangou, Tillabéri, Bankilaré), les points d'eau ne sont plus le théâtre de tensions récurrentes.
- Dans le centre-nord du Burkina Faso (Boulsa, Kirsi), les conflits d'usage se sont estompés, traduisant une meilleure cohabitation entre éleveurs et agriculteurs.
- À Ansongo au Mali, souvent marqué par des frictions en période de forte concentration animale, les tensions se sont apaisées.

Ces évolutions témoignent d'une répartition plus équilibrée des troupeaux, et sans doute d'une amélioration de la disponibilité en eau souterraine, confirmée par les cartes hydrographiques. Les acteurs locaux semblent avoir trouvé des mécanismes de gestion plus efficaces, permettant de réduire les conflits autour des points d'eau.

® Zones en tension émergente : de nouveaux foyers à surveiller

À l'inverse, de nouveaux foyers de tension apparaissent dans des zones qui semblaient jusque-là relativement stables.

- Dans l'est du Burkina Faso (Tapoa, Kompienga, Matiacoali), les points d'eau deviennent des lieux de friction, conséquence d'une forte pression liée aux troupeaux en descente transhumante.
- Dans le nord de la Côte d'Ivoire (Tchologo, Bounkani), les tensions émergent également, traduisant l'impact des mouvements pastoraux vers les zones côtières.

Ces tensions nouvelles sont probablement liées à une reconcentration des troupeaux, à une pression accrue sur les mares et barrages, et à des conflits d'usage avec les agriculteurs, particulièrement en période de récolte où les parcours pastoraux croisent les espaces agricoles.

Cette évolution spatiale des tensions montre que la gestion des points d'eau doit être dynamique et anticipative. Les zones apaisées d'aujourd'hui peuvent redevenir sensibles demain, tandis que de nouveaux foyers apparaissent ailleurs.

Ces changements confirment que la gestion des points d'eau est un processus vivant, qui doit s'adapter aux réalités mouvantes des parcours pastoraux. Elle doit être pensée comme une construction territoriale partagée, où chaque acteur (éleveur, agriculteur, autorité locale) contribue à préserver la paix et la résilience des systèmes pastoraux.

➤ Etat de santé des ruminants

® Maladies récurrentes chez les ruminants (8% des communes)

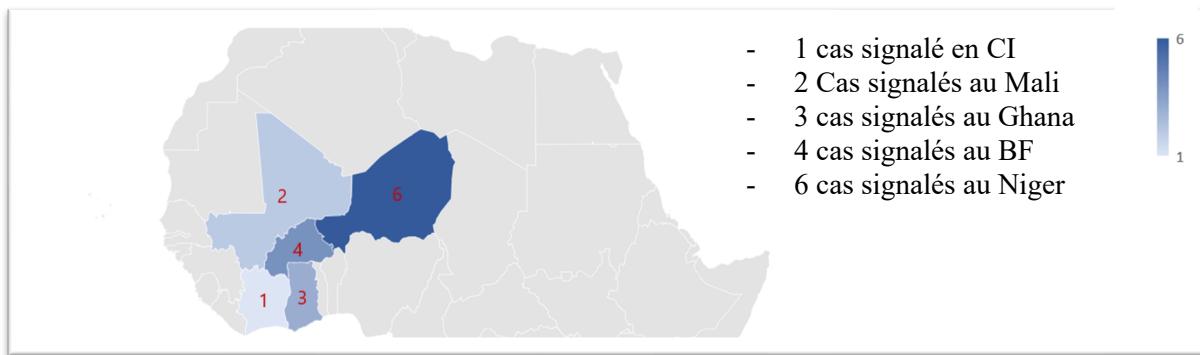
Les données recueillies pour la période de septembre à octobre 2025 révèlent quelques suspicions d'épidémies signalées par les relais communautaires, à partir des symptômes transmis sur le serveur du RBM.

Au cours de la période de suivi donc, plusieurs foyers de maladies animales ont été signalés dans des zones clés du Sahel et des pays côtiers. Ce sont :

- **Burkina Faso** : Matiacoali (Tapoa), Arbollé et Kongoussi (région du Nord)
- **Niger** : Banibangou, Kollo, Aballa, Bangui, Kao et Bermo (régions de Tillabéri, Tahoua et Maradi)
- **Mali** : Misséni (Sikasso), Ansongo (Gao)
- **Côte d'Ivoire** : Doropo (Bounkani)
- **Ghana** : Wa East (Kossinkoy, Upper West) et Bolgatanga (Upper East)

Ces communes sont situées sur les grands axes de transhumance, où les troupeaux se croisent et se concentrent. Cette configuration favorise la propagation rapide des maladies dans les systèmes pastoraux.





Les éleveurs ont décrit des symptômes inquiétants : douleurs thoraciques, fièvre persistante, apparition de boutons et lésions cutanées, dégradation de la peau, signes de gale, poils hérisrés, salivation excessive et amaigrissement progressif. Ces manifestations cliniques ont touché principalement les bovins et les caprins, deux espèces essentielles à la survie des ménages pastoraux.

Dans certaines localités, la situation a pris une tournure dramatique. À Banibangou au Niger et à Matiacoali au Burkina Faso, des cas de mortalité animale ont été confirmés, accentuant l'inquiétude des communautés. Ces pertes, même limitées, rappellent la fragilité des troupeaux face aux maladies et l'impact direct sur la sécurité alimentaire et économique des familles.

Cette séquence sanitaire illustre la vulnérabilité des systèmes pastoraux en période de mobilité. Les regroupements de troupeaux, la pression sur les points d'eau et les contacts répétés entre animaux de différentes régions créent un environnement propice à la diffusion des pathologies. Elle souligne aussi l'importance d'une surveillance vétérinaire renforcée, d'une alerte communautaire rapide, et d'un accompagnement technique pour limiter les dégâts.

② Evolution de la situation des maladies animales

La période précédente avait fait l'objet d'environ 13% des communes touchées par des cas suspects de maladies animales. En cette période de novembre à décembre, la proportion est réduite à 8 % des communes, traduisant une baisse relative de la fréquence des foyers signalés.

Cette évolution montre une tendance positive, avec une diminution du nombre de communes affectées. Elle peut s'expliquer par :

- une meilleure régulation communautaire et vigilance sanitaire,
- une dispersion plus équilibrée des troupeaux réduisant les risques de transmission,
- et une réponse plus rapide des acteurs locaux face aux premiers signes de maladie.

Cependant, la présence de cas suspects et de mortalités dans certaines zones rappelle que la vulnérabilité sanitaire demeure réelle. La baisse observée ne doit pas conduire à un relâchement, mais plutôt à un renforcement des dispositifs de surveillance et d'alerte, afin de consolider cette dynamique et prévenir toute résurgence.

En somme, la situation actuelle traduit une amélioration relative, mais appelle à une vigilance continue pour garantir la résilience des systèmes pastoraux face aux menaces sanitaires.





ETAT D'EMBONPOINT DES RUMINANTS

➤ État des lieux et statistiques

Les données recueillies sur l'état d'embonpoint des ruminants révèlent une situation globalement satisfaisante, avec une majorité des animaux affichant une bonne condition corporelle.

④ *Une majorité en bon état*

- 57 % des ruminants sont classés en bon état corporel, traduisant une alimentation suffisante, un accès régulier à l'eau, et une mobilité maîtrisée sur les parcours.
- Cette proportion élevée témoigne d'une résilience pastorale renforcée, probablement liée à la recharge progressive des nappes et à la régénération des pâturages en fin de saison pluvieuse.

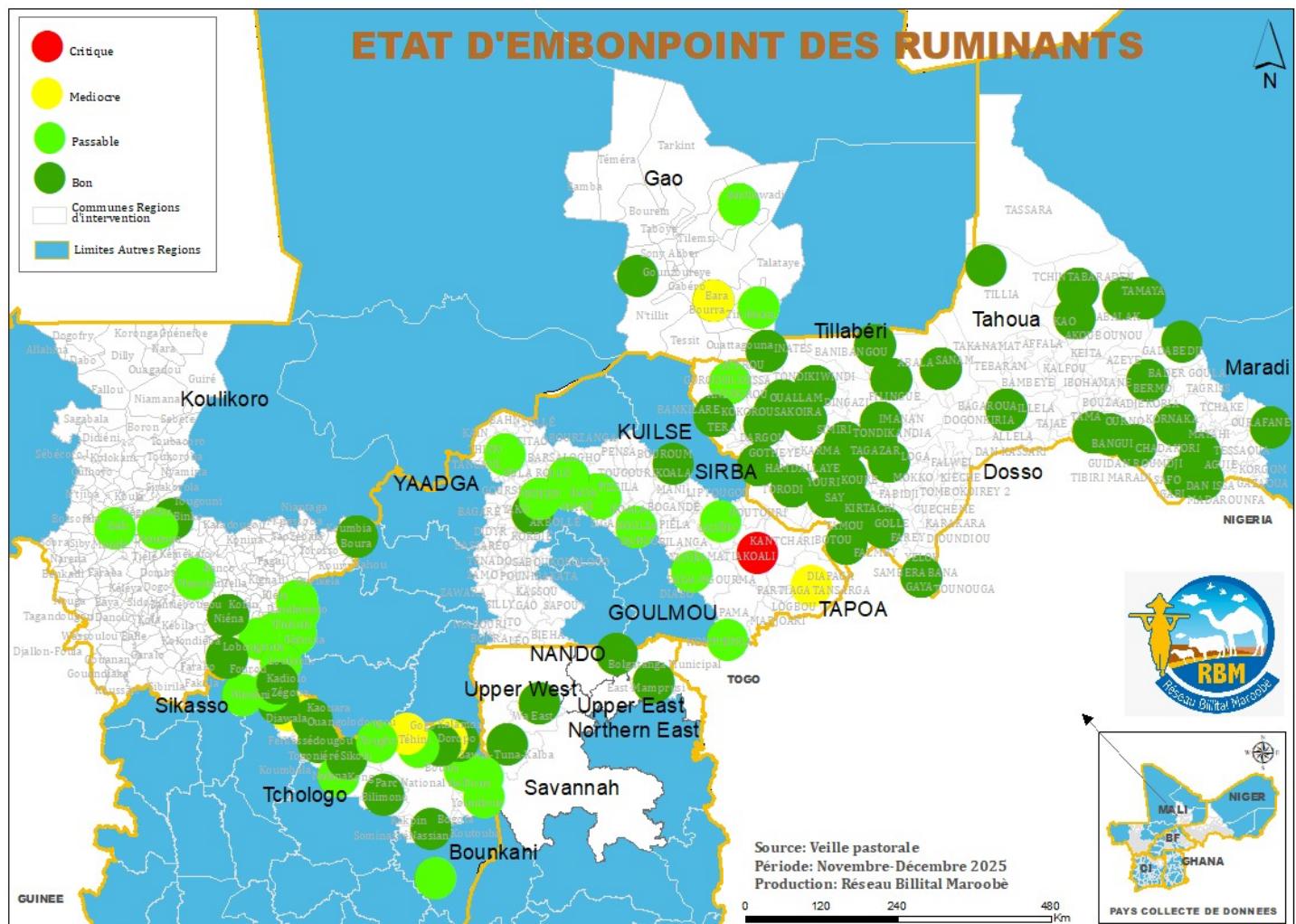
④ *Un état passable pour près de 4 animaux sur 10*

- 39 % des ruminants présentent un état passable, ce qui reste acceptable mais indique des zones de vigilance.
- Ces animaux ont pu subir des variations alimentaires, des déplacements prolongés, ou une pression sur les ressources dans certaines communes.



⑤ Des cas isolés mais préoccupants

- 3 % des animaux sont dans un état médiocre, et 1 % dans un état critique, souvent localisés dans des zones à faible disponibilité en eau ou à forte concentration animale.
- Ces cas doivent faire l'objet d'un suivi vétérinaire ciblé, car ils traduisent une vulnérabilité nutritionnelle et sanitaire qui peut s'aggraver en saison sèche.



Carte n°6 : Etat d'embonpoint des ruminants.

Cette photographie corporelle des ruminants permet d'anticiper les besoins en :

- compléments alimentaires dans les zones à risque,
- appui vétérinaire pour les troupeaux affaiblis,
- et orientation des flux vers les communes à meilleure disponibilité hydrique et fourragère.

➤ Interprétation et explication des causes

L'état corporel des ruminants, majoritairement bon ou passable, reflète une situation pastorale globalement favorable en cette fin d'année. Plusieurs facteurs convergents expliquent cette tendance :



- Recharge progressive des nappes et disponibilité en eau souterraine : les cartes hydriques montrent une intensification des teintes vertes, notamment au Niger, au Nigeria et dans certaines poches du Mali, ce qui a permis un abreuvement régulier des troupeaux.
- Régénération des pâturages : les pluies de fin de saison ont favorisé la croissance de la biomasse fourragère, offrant aux ruminants une alimentation plus abondante et diversifiée.
- Mobilité pastorale mieux maîtrisée : les troupeaux ont pu se déplacer vers des zones plus favorables sans concentration excessive, réduisant le stress et les conflits d'usage.
- Réduction des tensions autour des points d'eau dans plusieurs communes (Tillabéri, Boulsa, Ansongo...), ce qui a permis une cohabitation plus sereine et un accès plus fluide aux ressources.

Cependant, les cas médiocres ou critiques, bien que minoritaires, rappellent que certaines zones restent exposées à des contraintes spécifiques :

- Saturation des points d'eau dans les zones de transit,
- Pression sur les ressources fourragères en fin de saison,
- Présence de maladies animales dans des foyers localisés (Matiacoali, Banibangou), pouvant affecter l'état corporel.

En somme, l'état d'embonpoint des ruminants est le reflet direct des conditions hydriques, fourragères et sanitaires, et constitue un indicateur précieux de la résilience pastorale. Il appelle à une vigilance ciblée dans les zones à risque, tout en consolidant les acquis dans les communes stabilisées.

➤ Analyse et interprétation des dynamiques pastorales

La majorité des transhumants sont désormais stabilisés dans leurs terroirs d'attache, grâce à une bonne disponibilité en eau et en pâturages. Cette stabilisation réduit les ventes de détresse, améliore l'état corporel du cheptel, et permet aux ménages pastoraux de réorienter leurs ressources vers les soins vétérinaires, l'entretien des infrastructures et la diversification des activités. Cependant, la présence de foyers de mortalité animale et de zones affectées par la sécheresse rappelle que la résilience des systèmes pastoraux demeure fragile. Les éleveurs font face à des défis persistants.

➤ Comparaison de l'état corporel des ruminants : amélioration relative mais fragile

Catégorie d'état corporel	Mars-Avril 2025	Mai-Juin 2025	Juillet-août 2025	Septembre-octobre 2025	Novembre-décembre 2025	Évolution
Très bon	0 %	1 %	0 %	0 %	-	Stable
Bon	16 %	15 %	58 %	19 %	57%	Augmentation significative
Passable	68 %	76 %	39 %	77 %	39%	Baisse significative
Médiocre	13 %	7 %	3 %	4 %	3%	Légère baisse
Critique	3 %	1 %	0 %	0 %	1%	Légère augmentation



La période de novembre-décembre 2025 marque une consolidation de la disponibilité de ressources pastorales. Les conditions se sont nettement améliorées par rapport à septembre-octobre, et la majorité du cheptel présente désormais un bon état corporel.

Les zones de retour (Sahel central) doivent être prioritairement ciblées pour les appuis vétérinaires, fourragers et de régulation des flux.

Les zones de retour du Sahel central doivent être prioritairement ciblées pour des appuis vétérinaires, fourragers et des actions de régulation des flux de transhumance, afin de préserver les acquis et anticiper les risques liés à la saison sèche.

➤ Corrélation entre l'état corporel du cheptel et les facteurs de résilience pastoral

Indicateur	Tendance observée (novembre-décembre 2025)	Corrélation avec l'état corporel	Interprétation opérationnelle
<i>Disponibilité des eaux souterraines</i>	Recharge forte et homogène dans les zones pastorales (Niger, Nigeria, Mali)	Positive (embonpoint bon à passable dans 96 % des cas)	L'accès régulier à l'eau a favorisé la stabilisation et la vigueur du cheptel, réduisant les tensions autour des points d'eau.
<i>Régénération des pâturages</i>	Bonne à très bonne dans les zones méridionales et intermédiaires ; amélioration visible au Burkina et au nord de la Côte d'Ivoire	Positive (zones vertes = embonpoint bon)	Les pâturages régénérés ont soutenu la reprise corporelle des animaux et permis une mobilité contrôlée des troupeaux.
<i>Stabilisation des transhumants</i>	Majoritaire dans les terroirs d'attache, avec des flux mieux orientés	Positive (moins de stress corporel)	La diminution des déplacements a amélioré la récupération physique et la condition générale des ruminants.
<i>Cas de mortalité animale</i>	Localisés (Matiacoali, Banibangou) avec quelques pertes confirmées	Négative (zones de mortalité = embonpoint médiocre ou passable)	Les pressions locales sur les ressources et les risques sanitaires demeurent à surveiller de près.
<i>Sécheresse ou tension hydrique</i>	Poches critiques persistantes (Tillabéri, Gao, Est Burkina) mais atténuées par la recharge des nappes	Corrélation mixte (embonpoint parfois bon malgré la sécheresse)	Les animaux montrent une résilience corporelle, mais la vulnérabilité structurelle reste élevée dans les zones critiques.
<i>Accès aux soins vétérinaires</i>	Variable, avec des lacunes dans certaines communes (Tapoa, Kollo)	Corrélation indirecte (zones avec soins = embonpoint meilleur)	Il est nécessaire de renforcer les services vétérinaires dans les zones à embonpoint passable pour prévenir les dégradations.

Ce tableau illustre la relation étroite entre les conditions environnementales, économiques et sanitaires et l'état corporel.

Il permet d'identifier les leviers prioritaires d'action notamment la gestion de l'eau, l'entretien des pâturages et le renforcement des services vétérinaires afin d'anticiper les risques et de soutenir la résilience des ménages pastoraux.





PHENOMENES NATURELS & ANTHROPIQUES

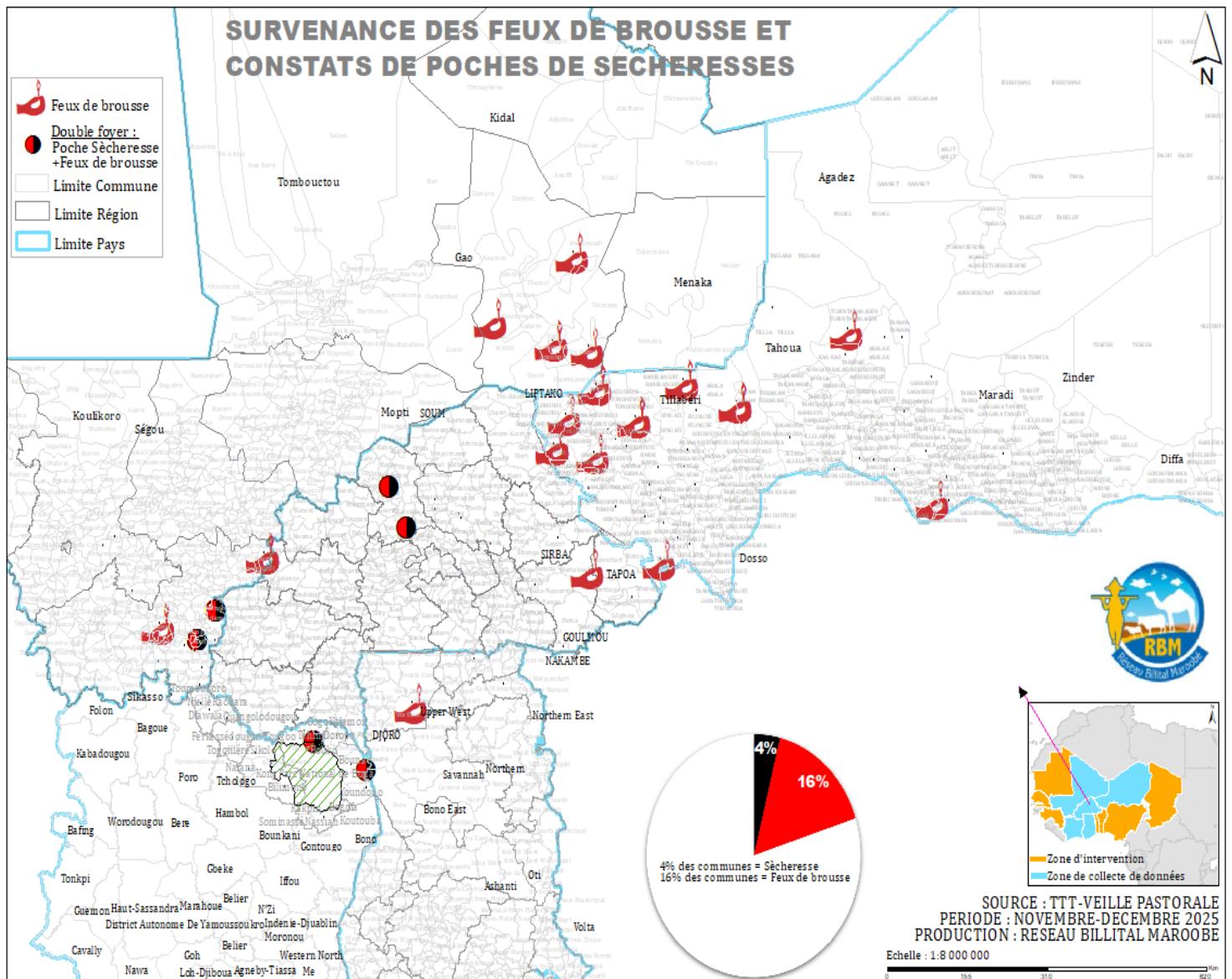
➤ Feux de brousse et sécheresse : lecture croisée des foyers et vulnérabilités

La période de veille révèle une intensification des feux de brousse, touchant 16 % des communes, contre 4 % pour les poches de sécheresse. Cette asymétrie traduit une pression croissante sur les ressources végétales, souvent liée à la régénération post-pluviale, aux pratiques agricoles et à la mobilité pastorale.

Les feux de brousse apparaissent comme un phénomène plus diffus et plus récurrent, affectant les zones de transhumance, les terroirs agricoles et les réserves naturelles. Ils compromettent la qualité des pâturages, exposent les troupeaux à des risques de brûlures et de stress alimentaire, et accentuent la vulnérabilité des sols.

Les poches de sécheresse, bien que moins fréquentes, sont géographiquement ciblées et souvent associées à des feux combinés (doubles foyers), comme observé dans certaines communes du Mali, de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso. Elles traduisent une dégradation hydrique localisée, avec des impacts sur les points d'eau, la végétation et la condition corporelle des ruminants.





Carte n°7 : Sécheresse et feux de brousse.

Pour mieux cerner les zones affectées et orienter les actions de prévention, voici un tableau actualisé des foyers de feux de brousse et des poches de sécheresse observés durant la période de veille.

➤ **Tableau actualisé des foyers de feux et sécheresse**

Région/Pays	Feux de brousse	Sécheresse	Observations clés
Tillabéri (Niger)	Oui, >5 cas actifs	Oui, poches localisées	Zone la plus touchée ; foyers dispersés mais récurrents ; impact fort sur les parcours pastoraux
Gao (Mali)	Oui, ≥ 4 cas	Non	Foyers concentrés dans le nord ; liés à la saturation des parcours post-pluie
Tahoua (Niger)	Oui, 2 cas	Non	Apparition tardive ; liée à la régénération rapide de la végétation



Sikasso (Mali)	Oui, 3 cas	Non	Feux localisés dans des zones agricoles ; risques pour les pâturages de retour
Séno (Burkina Faso)	Oui, cas isolés	Oui	Feux liés à la sécheresse localisée ; vigilance recommandée
Tapoa (Burkina Faso)	Oui, foyers récents	Oui, combinée	Double foyer ; pression sur les ressources ; zones à surveiller
Hodh Chargui (Mauritanie)	Oui, 2 foyers	Non	465 km ² brûlés ; baisse par rapport à 2024 grâce aux efforts communautaires
N'Zérékoré (Guinée)	Oui, réserve de Ziama	Non	Feux sous contrôle ; mesures conservatoires mises en œuvre
Moundou & Mayo-Kebbi (Tchad)	Oui, plusieurs foyers	Non	Zones d'élevage affectées ; feux liés à la pression pastorale croissante
Wa East & Bolga (Ghana)	Oui, cas dispersés	Non	Feux liés à la régénération végétale ; vigilance sur les parcours
Togo	Oui, 1 cas	Non	Fréquence en baisse ; foyers résiduels liés à la chasse et aux pratiques agricoles
Côte d'Ivoire (Bounkani)	Oui, 1 cas	Non	Fréquence en baisse ; situation globalement maîtrisée

La situation appelle à :

- ⦿ renforcer les dispositifs communautaires de prévention des feux,
- ⦿ cibler les zones à double foyer (feux + sécheresse) pour des actions prioritaires,
- ⦿ sensibiliser les éleveurs et agriculteurs sur les pratiques à risque,
- ⦿ et intégrer les données spatiales pour anticiper les foyers et orienter les flux pastoraux.

➤ Projection et évolution des feux de brousse et sécheresse en janvier et février 2026 : Feux de brousse

- Leur fréquence risque de s'intensifier en janvier, période où la végétation sèche devient hautement inflammable.
- Les zones déjà touchées (Tillabéri, Gao, Tahoua, Séno, Tapoa) pourraient connaître une recrudescence des foyers, accentuée par la mobilité pastorale et les pratiques agricoles (nettoyage des champs, chasse).
- En février, les feux pourraient se déplacer vers les zones méridionales (Sikasso, Bounkani, Upper West Ghana), au fur et à mesure que les troupeaux descendent vers les régions côtières.

Sécheresse

- Les poches critiques observées en décembre (Tillabéri, Gao, Est Burkina) devraient s'élargir en janvier, avec une baisse progressive des points d'eau et une pression accrue sur les mares.



- En février, la situation pourrait devenir plus structurelle, avec des impacts visibles sur l'état corporel des ruminants (amaigrissement, stress hydrique).
- Les zones de double foyer (sécheresse + feux) seront particulièrement vulnérables, car les sols dégradés par la sécheresse favorisent la propagation rapide des incendies.

En résumé, janvier et février 2026 seront marqués par une montée des feux de brousse et une extension des poches de sécheresse, nécessitant une gestion proactive et territorialisée pour limiter les impacts sur les parcours pastoraux et la résilience des communautés.

➤ Comparaison des feux de brousse durant toute l'année 2025

L'analyse des tendances de janvier à décembre (projection) 2025 montre une dynamique contrastée, marquée par une crise aiguë au premier semestre, suivie d'une accalmie temporaire puis d'une recrudescence progressive en fin d'année.

Périodes	Survenance
Janvier-février 2025	Apparition des premiers signaux d'alerte : foyers localisés dans plusieurs zones pastorales, sans propagation majeure. Le stress hydrique et les brûlis précoce constituent les principaux facteurs de risque.
Mars-avril 2025	⌚ Phase critique : forte recrudescence des feux au Niger (Tillabéri, Tahoua), au Burkina Faso (Sahel) et au Mali (Sikasso). +193 % de superficie brûlée à Tillabéri ; pertes de pâturages (-15 % à Sikasso) ; tensions intercommunautaires accrues et décès d'animaux (Soudégayé, Niger). Dans le Golfe de Guinée, les feux sont amplifiés par l'agriculture extensive, l'orpailage et les brûlis non contrôlés.
Mai-juin 2025	Net recul des feux grâce à l'installation progressive de la saison pluvieuse. Les foyers résiduels restent limités (Centre-Nord Burkina, Sud Mali). Période d'accalmie naturelle, propice au suivi post-crise.
Juillet-août 2025	Ralentissement confirmé sous l'effet des pluies. Peu de départs de feu, mais nécessité d'un suivi préventif pour éviter les reprises localisées.
Septembre-octobre 2025	Reprise modérée dans les zones de retour pastoral (Tillabéri, Gao, Tahoua, Sikasso). Feux liés à la régénération végétale et à la saturation des parcours. Risques accrus dans les zones transfrontalières.
Novembre-décembre 2025	Seconde vague anticipée : départs des transhumants, dessèchement des pâturages, pratiques de brûlis non contrôlées. Risques élevés dans les zones de forte biomasse (Tahoua, Centre-Nord, Gao, Hodh Chargui).
Janvier-février 2026	⌚ Phase de risque élevé : extension des foyers dans les zones déjà touchées (Tillabéri, Tapoa, Gao, Tahoua) et apparition de nouveaux cas dans les zones méridionales (Sikasso, Bounkani, Upper West) Intensification des feux liée au dessèchement complet des pâturages et à la mobilité pastorale. ⌚ Extension des poches de sécheresse dans le Centre-Nord Burkina et l'Est du Niger. ⌚ Risques accrus de pertes de biomasse, de dégradation des sols et de conflits d'usage autour des points d'eau.



ANALYSE COMPARATIVE DES PRIX DES PRODUITS AGROPASTORaux

➤ Prix moyens des produits agropastoraux dans les pays du Sahel central

④ État des lieux général

Les prix moyens des produits agropastoraux relevés en novembre 2025 dans les pays du Sahel central (Burkina Faso, Mali, Niger) et quelques pays du Golfe de Guinée (Côte d'Ivoire, Ghana) montrent des disparités significatives entre les marchés nationaux.

Ces écarts s'expliquent principalement par :

- ✓ la dynamique pastorale et commerciale propre à chaque pays,
- ✓ les conditions climatiques et la disponibilité des ressources fourragères,
- ✓ ainsi que les tensions locales sur les marchés et les coûts de production.

F CFA	Bovin mâle adulte	Ovin mâle adulte	Caprin mâle adulte	Aliment du bétail sac	Prix moyen mil Kg	Prix moyen Sorgho Kg	Prix moyen maïs Kg	Prix moyen riz Kg	Main d'œuvre journalière	Prix moyen sucre 1Kg	Boule industriel de savon	Taille échantillon
BURKINA FASO	280500	88000	34500	13500	360	300	310	550	1500	780	400	30
MALI	334500	95200	49250	12100	280	255	185	485	2050	650	285	90
NIGER	215000	58500	27750	7750	205	185	175	455	1900	715	290	260
GHANA	220000	85500	27750	12400	255	190	155	550	3250	600	300	15
CI	370000	67000	29000	11000	380	370	250	540	3000	825	425	10
Moyenne régionale	284000	78500	33750	11350	295	275	215	515	2350	715	340	TOTAL = 235



- ✓ Niger: 1 900 F
- ✓ Ghana: 3 250
- ✓ Côte d'Ivoire: 3 000

Le coût de la main-d'œuvre est le plus élevé au Ghana, suivi de la Côte d'Ivoire, ce qui peut influencer à la hausse les coûts de production agropastorale. Les plus bas prix ont été observés au Burkina Faso : le coût de la main-d'œuvre est plus élevé dans les pays côtiers car l'économie y est plus diversifiée et le coût de la vie plus élevé.

Prix des céréales et des intrants

- ✓ Aliment bétail (sac) : Niger = 7 750 F (le plus bas) ; Mali = 12 100 F (malgré quelques usines implantées notamment à Sikasso) ; Le Ghana et la Côte d'Ivoire, respectivement 12 400 et 11 000 F et une moyenne régionale de 11 350 F.



- ⦿ Le coût d'alimentation animale est de 1,5 fois au Mali et près de 2 fois plus élevé au Burkina Faso qu'au Niger.
- ✓ Mil : Avec une moyenne de 295 F, le plus bas prix a été observé au Niger et le plus élevé en Côte d'Ivoire.
- ✓ Sorgho : Avec une moyenne de 275 F, toujours le Niger détient le plus bas prix et le plus élevé en Côte d'Ivoire.
- ✓ Maïs : Quant au maïs, avec une moyenne de 215 F; le prix le plus bas a été retrouvé au Ghana et le plus élevé au Burkina Faso.

Les résultats montrent que le Niger reste le pays le moins cher pour les intrants et céréales, tandis que la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso enregistrent systématiquement les prix les plus élevés, révélant une forte tension sur leurs marchés intérieurs.

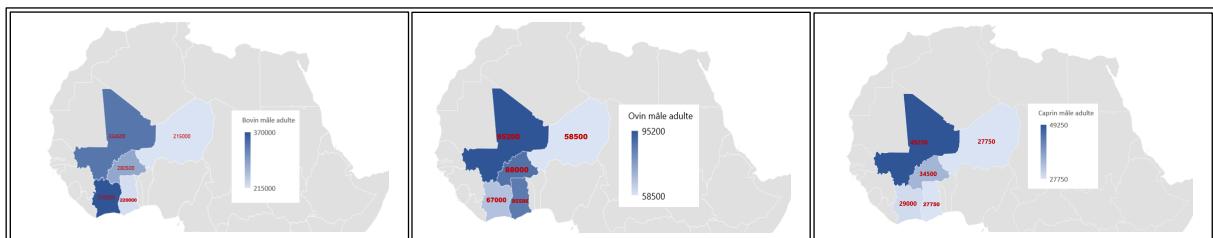
Produits de consommation courante

- ✓ Riz : Relativement stable entre 450 et 550 F, avec une moyenne régionale à 515 F/kg.
- ✓ Sucre: Avec une moyenne de 715 F, la Côte d'Ivoire et le Ghana enregistrent respectivement les plus élevés et bas prix.
- ✓ Savon: Avec une moyenne de 340 F, la Côte d'Ivoire et le Niger enregistrent respectivement les plus élevés et bas prix.

Les résultats montrent que les produits de consommation courante restent globalement stables, mais la Côte d'Ivoire enregistre systématiquement les prix les plus élevés tandis que le Niger et le Ghana affichent les plus bas.

Prix du bétail (mâles adultes)

- ✓ Bovins : Les prix les plus élevés sont observés en Côte d'Ivoire et au Mali et les plus abordables au Niger et au Ghana.
→ Cela reflète une demande urbaine soutenue et des flux d'exportation actifs en Côte d'Ivoire et au Mali.
- ✓ Ovins et caprins : Même tendance : les prix les plus bas sont enregistrés au Niger, qui reste le marché le plus accessible pour les petits ruminants et les plus élevés au Mali.



Carte n°8 : : Prix moyens comparatifs des trois espèces (ruminants) par pays.

L'interprétation des résultats montre que les prix du bétail suivent une logique de marché différenciée :

- ⦿ Pour les bovins, la Côte d'Ivoire et le Mali affichent les prix les plus élevés, traduisant une forte demande urbaine et des flux d'exportation dynamiques, tandis que le Niger et le Ghana restent plus accessibles grâce à une offre abondante et des marchés moins tendus.
- ⦿ Pour les ovins et caprins, la tendance est similaire : le Niger demeure le marché le plus abordable, confirmant son rôle de réservoir régional de petits ruminants, alors que le Mali concentre les prix les plus hauts, reflet d'une pression accrue de la demande locale et régionale.



➤ Termes de l'échange (TdE)

Un terme de l'échange (TdE) est considéré comme favorable pour l'éleveur lorsque la vente d'un animal lui permet d'acheter une quantité suffisante de denrées alimentaires de base, principalement des céréales, afin de couvrir les besoins essentiels de son ménage et de son troupeau.

L'analyse des termes de l'échange permet ainsi de mesurer la capacité économique des éleveurs à subvenir à leurs besoins alimentaires à travers la vente de leur cheptel.

Dans cette approche, les prix moyens des caprins sont comparés aux prix moyens du kilogramme de mil, céréale de base la plus consommée dans les zones suivies durant la période. En divisant le prix moyen d'un caprin par le prix du mil, on obtient le nombre de kilogrammes de mil qu'un éleveur peut acheter avec la vente d'un seul animal. Ce ratio constitue un indicateur clé pour évaluer le pouvoir d'achat pastoral et classer les régions selon le niveau de leurs TdE.

Le choix du caprin comme référence repose sur son rôle central dans les ventes saisonnières : il est souvent l'animal le plus vendu par les ménages pastoraux pour répondre à leurs besoins alimentaires immédiats, ce qui en fait un baromètre fiable du pouvoir d'achat en vivres.

Région	Calcul des TE	Résultats	Analyse
Moyenne régionale comparative.	$33\ 750 \div 295 = \textbf{128 Kg de mil ;}$	Référence	Sert de repère de tendance régionale ; permet de situer chaque pays par rapport à une norme indicative.
Burkina Faso	$34\ 500 \div 360 = \textbf{95 kg de mil ;}$	TdE Défavorable	Pouvoir d'achat fortement contraint ; risque accru de ventes de détresse et de fragilisation des ménages pastoraux.
Mali	$49\ 250 \div 280 = \textbf{176 kg de mil ;}$	TdE Favorable	Valorisation optimale du cheptel ; traduit une bonne capacité d'échange et un accès facilité aux vivres, renforçant la sécurité alimentaire.
Niger	$27\ 750 \div 205 = \textbf{135 kg de mil ;}$	TdE Favorable	Équilibre relatif entre prix du bétail et des céréales ; marché accessible, rôle de fournisseur régional confirmé.
Ghana	$27\ 750 \div 255 = \textbf{109 kg de mil ;}$	TdE Défavorable	Pouvoir d'achat limité ; tension sur les marchés urbains et vulnérabilité des ménages face à la hausse des prix.
Côte d'Ivoire	$29\ 000 \div 380 = \textbf{76 kg de mil ;}$	TdE Défavorable	Situation critique : prix élevés des céréales réduisent la capacité d'échange ; forte pression de la demande urbaine et des flux d'exportation.

En rappel, la moyenne régionale comparative n'est ni une norme ni un seuil de référence opérationnel.

Elle sert principalement à indiquer une tendance générale et à faciliter les comparaisons inter-pays, notamment dans le cadre des bulletins régionaux ou des synthèses harmonisées.

® Interprétation

- **Burkina Faso, TdE défavorable** : Les éleveurs doivent vendre plusieurs caprins pour couvrir leurs besoins alimentaires de base, traduisant un pouvoir d'achat affaibli et une résilience économique fragile. Cette situation reflète une pression accrue sur les marchés



céréaliers, où les prix élevés limitent la capacité des ménages pastoraux à sécuriser leurs vivres.

- **Mali, TdE très favorable** : La vente d'un seul caprin permet d'acheter une quantité importante de mil, signe d'une forte valorisation du cheptel et d'une meilleure sécurité alimentaire pour les ménages pastoraux. Ce contexte traduit une dynamique de marché positive, où la demande animale soutenue et les prix céréaliers modérés renforcent la stabilité économique des éleveurs.
- **Niger, TdE stable** : Les éleveurs parviennent à maintenir un équilibre relatif entre l'offre animale et la demande céréalière. Toutefois, cette stabilité reste précaire, car elle demeure vulnérable aux fluctuations saisonnières des prix et aux tensions sur les marchés locaux. Le Niger conserve son rôle de réservoir régional mais reste exposé aux aléas climatiques et aux chocs de demande.
- **Côte d'Ivoire, TdE défavorable** : Les prix élevés des céréales réduisent fortement la capacité d'échange des éleveurs. La pression urbaine et les flux d'exportation actifs accentuent la vulnérabilité des ménages pastoraux, qui doivent céder davantage d'animaux pour accéder aux vivres.
- **Ghana, TdE défavorable** : Le pouvoir d'achat des éleveurs est limité par des prix céréaliers supérieurs à la moyenne régionale. Cette situation traduit une tension sur les marchés urbains et une fragilité des ménages pastoraux, malgré un marché animal relativement accessible.

La lecture des TdE révèle une polarisation régionale :

- ⦿ Les pays sahéliens (Mali, Niger) bénéficient d'une meilleure valorisation du cheptel, traduisant une relative sécurité alimentaire.
- ⦿ Les pays côtiers et intermédiaires (Côte d'Ivoire, Ghana) présentent des TdE défavorables, marqués par des prix céréaliers élevés et une pression urbaine accrue, ce qui fragilise le pouvoir d'achat des éleveurs. Si un éleveur en Côte d'Ivoire est contraint de vendre ses caprins pour manger et subvenir aux petits besoins du ménage, ça sera à un coût social et économique plus lourd que dans les pays sahéliens (comme le Niger ou le Mali), où la vente d'un seul animal permet d'obtenir une quantité plus importante de vivres. La même situation est observée au Burkina Faso.

En somme, la dynamique actuelle illustre une complémentarité économique régionale, mais aussi une vulnérabilité structurelle dans les zones côtières, nécessitant un suivi renforcé des marchés et des mécanismes de régulation pour préserver l'équilibre pastoral.

® **Dynamique pastorale régionale : marchés, échanges, intrants, état du cheptel et tensions hydriques**

Au Mali, les échanges pastoraux restent fluides : le bétail circule bien et les marchés urbains absorbent efficacement l'offre, ce qui soutient la dynamique économique des éleveurs. Les termes de l'échange sont favorables, car la vente d'un caprin permet d'obtenir une quantité importante de vivres, renforçant la sécurité alimentaire des ménages. L'état corporel du cheptel est globalement satisfaisant, même si certaines communes demeurent fragiles. Toutefois, des



tensions récurrentes autour des points d'eau persistent dans les zones de transhumance, liées à la forte concentration animale.

Au Niger, les prix des aliments bétail (SPAI) sont les plus bas, ce qui facilite l'entretien du cheptel, mais traduit aussi une fragilité des circuits d'approvisionnement. L'état corporel des animaux est jugé acceptable, avec des zones de bonne récupération, mais des foyers de maladies animales et des déficits hydriques persistent. Les tensions autour des points d'eau sont particulièrement critiques dans le Tillabéri et le Centre-Est, où la pression hydrique reste élevée et les risques de conflits accrus.

Au Burkina Faso, les troupeaux présentent un bon état corporel, signe d'une récupération post-pluviale réussie et d'une gestion communautaire efficace des ressources pastorales. La situation autour des points d'eau demeure globalement calme, grâce aux mécanismes locaux de régulation. En revanche, les termes de l'échange restent défavorables : les prix élevés des céréales limitent la capacité d'achat des éleveurs et fragilisent leur économie.

En Côte d'Ivoire, les termes de l'échange sont défavorables : les prix des céréales sont particulièrement élevés, réduisant fortement la capacité d'échange des éleveurs. La pression urbaine sur les marchés accentue cette difficulté, rendant l'accès aux vivres problématique pour les ménages pastoraux.

Au Ghana, la situation pastorale est marquée par une pression croissante dans les zones de transhumance du nord (Savannah, Upper East, Upper West). Les marchés restent accessibles, mais les termes de l'échange demeurent fragiles, car les prix des céréales limitent le pouvoir d'achat pastoral. Les tensions autour des points d'eau et des périmètres agricoles s'intensifient dans certaines communes comme Bawku et Garu, traduisant une cohabitation de plus en plus difficile entre agriculteurs et éleveurs.



CONCLUSION GENERALE

➤ Conclusion et perspectives opérationnelles

④ Conclusion

La période de novembre-décembre 2025 a confirmé une vulnérabilité accrue des systèmes pastoraux et agropastoraux dans les pays du Sahel central comme dans les pays Côtiers, malgré une fin de saison pluvieuse globalement favorable à la régénération des pâturages. Les contraintes structurelles (accès limité au SPAI, enclavement des zones pastorales) et sécuritaires (conflits, vols, restrictions de circulation) ont freiné la mobilité du cheptel et accentué les fragilités des ménages.

Les termes de l'échange (TdE) se sont détériorés dans plusieurs zones, sous l'effet combiné de la hausse des prix des céréales et de la baisse de la valeur marchande des petits ruminants, particulièrement sur les marchés secondaires. Le SPAI est resté faiblement accessible dans les zones enclavées, accentuant la pression sur les ressources locales et la dépendance des éleveurs aux marchés extérieurs.

Par ailleurs, les tensions agro-pastorales se sont intensifiées dans les zones de retour de transhumance, avec des conflits récurrents autour des points d'eau et des pâturages, ainsi qu'une recrudescence des vols de bétail dans des communes sensibles comme Gao, Djibo et Bankilaré. Ces dynamiques traduisent une fragilité structurelle persistante, où les acquis de la saison pluvieuse sont rapidement compromis par les chocs économiques et sécuritaires.

④ Perspectives opérationnelles

Pour atténuer les vulnérabilités observées et renforcer la résilience des éleveurs, il est essentiel de mettre en œuvre des mesures immédiates, stabilisatrices et structurelles, adaptées aux réalités locales :

i. Renforcement immédiat

- Déploiement d'équipes vétérinaires mobiles dans les zones à triple vulnérabilité (sanitaire, alimentaire, sécuritaire).
- Distribution ciblée de SPAI dans les communes enclavées et à forte concentration animale, pour réduire la pression sur les ressources locales.

ii. Stabilisation des marchés

- Mise en place de subventions ciblées sur les céréales et les intrants stratégiques (SPAI, médicaments vétérinaires).
- Appui logistique aux marchés secondaires pour améliorer la fluidité des échanges, réduire les disparités de prix et limiter les ventes de détresse.

iii. Réduction des tensions communautaires



- Renforcement des mécanismes de médiation locale et des comités de gestion dans les zones de retour de transhumance.
- Sécurisation et balisage des points d'eau et des couloirs pastoraux stratégiques, afin de prévenir les conflits et garantir une mobilité apaisée.

iv. Perspectives structurelles (ajout)

- Investissements dans les infrastructures pastorales (points d'eau, marchés à bétail, routes rurales) pour réduire l'enclavement.
- Digitalisation des systèmes de veille pastorale pour anticiper les crises et orienter les interventions.
- Renforcement des capacités communautaires en gestion des ressources naturelles et en prévention des conflits.

La situation actuelle illustre une résilience pastorale fragile, où les acquis environnementaux sont rapidement compromis par les chocs économiques et sécuritaires. Les réponses doivent être multidimensionnelles, combinant des actions d'urgence, de stabilisation des marchés et de réduction des tensions communautaires, tout en préparant des investissements structurels durables.





Réalisé avec l'appui technique et financier



Investir dans les populations rurales



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Réseau Billital Maroobe :
BP : 10 648 Niamey, Niger - Tél : +227 20 74 11 99
www.maroobe.com